

L'Agence régionale de santé (ARS) s'attaque aux femmes et aux enfants !

vendredi 3 février 2012, par [GOSSEZ Virginie](#) (Date de rédaction antérieure : 2 février 2012).

Pour faire des économies, la Sécu cible la maternité, en préconisant un « programme d'accompagnement du retour à domicile » dit Prado. Faire sortir mères et enfants à J2, qui commence à la 25^e heure, avec un suivi à domicile par des sages-femmes libérales. La tarification à l'activité (T2A) rémunère les maternités d'une somme fixe pour deux nuits. Elles sont donc contraintes, notamment en Île-de-France, d'assurer un suivi en hospitalisation à domicile (HAD), « encore trop cher ! » pour la Sécu. Les sages-femmes libérales ont accepté Prado contre une promesse de revalorisation de leur activité. Côté médecins, *« les premiers jours après la naissance sont une période d'adaptation physiologique complexe qui n'est pas sans risque pour le nouveau-né et sa mère, cela exige une surveillance médicale vigilante. Un retour à domicile avant trois jours révolus n'est pas souhaitable »*, indique l'Académie nationale de Médecine.

Entretien avec Virginie Gossez, sage-femme [1].

Le 24 janvier dernier, les Bluets étaient dans la rue.

Virginie Gossez - Oui, l'obstétrique et la néonatalogie sont mises à mal. Les Bluets sont au bord de la cessation de paiement malgré l'accueil de 3 000 naissances par an. Pour fermer une maternité, il suffit de l'étrangler financièrement. Les tarifs de l'accouchement et de la césarienne diminuent chaque année. Cette logique a conduit à la fermeture de Saint-Antoine à Paris malgré ses 2 500 naissances et les 600 IVG pratiquées. Ses douze lits de néonatalogie seront aussi fermés.

Les Lilas aussi étaient à la manifestation du 24 janvier !

La maternité des Lilas nous a rejoints dans la rue. Elles se battent pour sauver leur projet de reconstruction d'un nouveau bâtiment mais comme pour les Bluets, les financements sont bloqués par l'Agence régionale de santé (ARS), bras armé du gouvernement.

Pour dénoncer la politique de l'ARS, le collectif Notre santé en danger (NSED), appelle à un rassemblement régional à Paris, devant Saint-Antoine [2].

Les Bluets y seront. Saint-Antoine ferme le 9 février. Les maternités de Trousseau, Tenon ou de la Pitié-Salpêtrière ne pourront pas accueillir ses 2 500 naissances annuelles. En région parisienne la situation est grave. Où les femmes vont-elles accoucher, dans quelles conditions ? Il n'y a plus de place dans le public ! Cette activité n'est pas assez lucrative pour le privé qui se désengage, nous allons dans le mur !

Les maternités deviennent-elles des usines à bébés ?

Oui, femmes et bébés sont victimes de cette politique d'augmentation de l'activité et d'incitation aux sorties précoces, déjà mise en place, parfois sans aucun suivi, avec tous les risques, notamment l'ictère du 3^e jour, qui non soigné peut handicaper l'enfant à vie. Trois cas ont déjà été recensés, probablement plus en réalité. Pour les mamans, le risque est dans les suites de l'accouchement, risque infectieux, risque hypertensif... Sans parler des traumatismes obstétricaux liés à une surmédicalisation et à l'utilisation fréquente de forceps qui laissent les mères douloureuses et peu enclines à sortir tôt. Enfin rien n'est organisé pour ré-hospitaliser ensemble le bébé et sa mère en cas de nécessité. Ils seront séparés, elle en gynécologie et lui en néonatalogie. Jamais ensemble !

Penses-tu que Prado met les femmes et bébés en danger ?

La sortie précoce n'est pas une mise en danger quand tout va bien et si l'accompagnement à domicile est de qualité. Mais compter sur les sages-femmes libérales pour l'assurer est un leurre. Elles ne sont pas en nombre suffisant et, rétribuées à l'acte, elles auront besoin de faire du chiffre au détriment de la qualité du soin. Au 3^e jour, la montée laiteuse survient souvent au cœur de la nuit et, sans accompagnement, l'allaitement n'est pas évident. Par ailleurs, comment une sage-femme pourra-t-elle faire face à une décompensation psychologique de la mère ? Oui à Prado, mais à J5.

Revenons sur une exigence exprimée dans la rue mardi dernier. Un enfant si je veux, quand je veux, où je veux...

Et *comme je veux ! Où je veux*, c'est plus possible ! *Quand je veux* : le droit à l'IVG est remis en cause, par exemple l'hôpital de Montreuil, qui en pratiquait 1 000 par an, a vu arriver une chef de service qui s'oppose à la poursuite de cette activité. Les 600 IVG pratiquées à Saint-Antoine seront-elles reprises par Trousseau ? Rien n'est moins sûr. Enfin la revalorisation des tarifs, promise par Bachelot est passée aux oubliettes. Nous exigeons que cet acte soit revalorisé à hauteur du traitement d'une fausse-couche. *Comme je veux*, quand les salles de naissance sont saturées 24 heures sur 24, 365 jours par an, il n'y a plus le temps pour que les femmes accouchent comme elle en ont envie.

Se mobiliser, résister est une urgence !

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 134 (02/02/12).

Notes

[1] Sage-femme, militante de Touche pas aux Bluets, association des personnels et des usagers de défense de cette maternité, syndicaliste à SUD.

[2] Rendez-vous à 11 heures, le 4 février.